

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

20 ANS

## LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES CANADO-AMÉRICAINES :

---

LE CAS DE **KEYSTONE XL** ET LA PLACE DU  
CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS DANS LE DÉBAT

VINCENT BOUCHER  
CHRISTOPHE CLOUTIER



**Les relations énergétiques canado-américaines :  
le cas de Keystone XL et la place du Congrès des États-Unis dans le débat**

Vincent Boucher

Christophe Cloutier

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques  
Université du Québec à Montréal  
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin  
4<sup>e</sup> étage, bureau A-4410  
Montréal (Québec) H2L 4Y2  
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM**  
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-922844-67-2  
Décembre 2015

UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES  
21 ANS

**RioTinto**

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
I. CANADA-ÉTATS-UNIS : AMIS, ALLIÉS ET PARTENAIRES ÉNERGÉTIQUES	9
LE BON VOISIN DU NORD	10
LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES CANADA-ÉTATS-UNIS	11
KEYSTONE XL ET LA « RELATION SPÉCIALE »	13
II. LE CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS ET LE PROJET KEYSTONE XL	15
CAPITOL HILL ET L'OLÉODUC « EN SUSPENS »	15
LA « CANADIAN CONNECTION » DU CONGRÈS	16
JOHN HOEVEN ET LE CANADA : « OUR CLOSEST FRIEND AND ALLY »	18
LE PARTENARIAT DOER-HOEVEN	19
LA « RHÉTORIQUE ENVIRONNEMENTALISTE » DU SÉNATEUR HOEVEN	21
N'OUBLIONS PAS CAPITOL HILL...	23
CONCLUSION	24
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LE PLAN D'OBAMA ET PARIS 2015	24
EN ROUTE VERS 2016	25
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	29
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	31



## RÉSUMÉ

La présente étude vise à situer la problématique de l'oléoduc Keystone XL (KXL) dans le cadre de la « relation spéciale » qu'entretiennent le Canada et les États-Unis. Il vise également à éclairer le rôle joué par le Congrès des États-Unis dans ce dossier. Notre recherche démontre que:

- Les États-Unis et le Canada entretiennent depuis de nombreuses années une relation spéciale, quoiqu'asymétrique. Le Canada est généralement perçu d'un œil favorable par la population américaine, qui considère son voisin du nord comme un ami des États-Unis, un allié fiable et un partenaire économique de premier plan. Le Canada est le principal exportateur de pétrole vers les États-Unis. La construction de KXL aurait accentué cette tendance, ce qui faisait dire à de nombreux partisans du projet qu'il aurait constitué un pas important en vue de l'atteinte de l'indépendance énergétique nord-américaine;
- Par ailleurs, si le président américain Barack Obama s'est imposé comme le principal protagoniste de la « saga Keystone XL » aux États-Unis, il ne faut pas pour autant négliger le rôle joué par le Congrès dans ce dossier. Plusieurs législateurs favorables au projet ont tenté d'influencer son adoption grâce à un éventail de moyens d'influence législative et non législative. Certains ont même développé des liens avec des officiels du gouvernement canadien. Nous nous penchons plus spécifiquement sur le cas du sénateur John Hoeven, un républicain du Dakota du Nord qui s'est imposé comme un des plus actifs parmi les partisans de KXL au Congrès.

En conclusion, nous situons brièvement KXL dans la perspective plus globale de la lutte contre les changements climatiques, à laquelle souscrit l'administration Obama. Nous examinons également comment pourrait évoluer la relation énergétique canado-américaine dans le contexte du changement de gouvernement à Ottawa et de l'élection présidentielle américaine de 2016. L'élection du gouvernement libéral de Justin Trudeau et le nouveau rôle que celui-ci souhaite donner au Canada dans la lutte contre les changements climatiques sur la scène internationale pourrait modifier, quoique modestement, la nature de cette relation. Aux États-Unis, l'issue du scrutin de 2016 influencera sans doute la position énergétique du pays, car la candidate démocrate pressentie, Hillary Clinton, affirme vouloir emboîter le pas à l'administration Obama dans la réduction des gaz à effet de serre, tandis que chez les républicains, plusieurs candidats remettent en question la responsabilité humaine dans les changements climatiques. Certains, comme le sénateur Marco Rubio, envisagent même de revenir sur la décision d'Obama et d'accorder un permis à TransCanada pour la construction de KXL.

## AUTEURS

**Vincent Boucher**, chercheur en résidence à l'Observatoire sur les Etats-Unis, Chaire Raoul-Dandurand  
Candidat au doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)

**Christophe Cloutier**, chercheur en résidence à l'Observatoire sur les Etats-Unis, Chaire Raoul-Dandurand  
Candidat au doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)



## **LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES CANADO-AMÉRICAINES : LE CAS DE KEYSTONE XL ET LA PLACE DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS DANS LE DÉBAT**

### **INTRODUCTION**

Au Canada comme aux États-Unis, les enjeux liés au pétrole, qu'il s'agisse de son exploitation, de sa commercialisation ou de son transport, occupent plus que jamais le devant de la scène. À cet égard, le dossier de l'oléoduc Keystone XL (KXL) s'est avéré particulièrement révélateur. Ce projet phare de la compagnie canadienne TransCanada prévoyait la construction d'un oléoduc reliant le terminal d'Hardisty en Alberta à celui de Steele City au Nebraska, permettant le transport quotidien de quelque 830 000 barils de pétrole extrait de la région des sables bitumineux. La construction aux États-Unis de cet oléoduc transfrontalier requérait un permis présidentiel, octroyé par le Département d'État, qui devait baser sa décision sur la détermination de l'intérêt national américain. Une première demande a été déposée par TransCanada en septembre 2008 et a été rejetée en janvier 2012. Une seconde demande, déposée en mai 2012, a été rejetée le 6 novembre 2015<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Elise Labott et Dan Berman, « Obama Rejects Keystone XL Pipeline », CNN, 6 novembre 2015. En ligne. <<http://www.cnn.com/2015/11/06/politics/Keystone-XL-pipeline-decision-rejection-Kerry/>>. Consulté le 11 novembre 2015.

Figure 1 : Le projet Keystone XL



Source : Plumer, Brad. « 9 Questions About The Keystone XL Pipeline Debate You Were Too Embarrassed To Ask », *Vox.com*, 24 février 2015. En ligne, <http://www.vox.com/2014/11/14/7216751/keystone-pipeline-facts-controversy/in/6985968>. Consulté le 22 avril 2015.

Entre 2008 et 2015, KXL (figure 1) a fait l'objet d'un débat majeur et hautement polarisé entre politiciens, environnementalistes, syndicats et compagnies pétrolières, qui ont débattu des retombées positives ou négatives présumées du projet. Ce débat a vite acquis une dimension hautement politique. Alors que le président démocrate Barack Obama (élu en novembre 2008, quelques semaines après que TransCanada eut déposé sa première demande de permis) et bon nombre de démocrates ont exprimé des doutes quant à la pertinence de KXL<sup>2</sup>, les républicains du Congrès se sont de manière quasi unanime rangés derrière le projet. Déçus par l'indécision chronique de l'administration Obama dans le dossier, les élus républicains, majoritaires dans les deux chambres depuis les élections de novembre 2014, ont tenté prendre les choses en main. Pour ce faire, ils ont cherché à redéfinir KXL non pas comme un enjeu de politique intérieure, mais bien comme une question de commerce international. Cette stratégie permettait dans un premier temps, d'inscrire le projet d'oléoduc dans le cadre de la relation canado-américaine, une relation commerciale majeure perçue comme amicale par la grande majorité des Américains. Dans un second temps, en présentant KXL comme un enjeu de commerce international, les élus républicains du Congrès espéraient ravir l'initiative décisionnelle à la Maison-Blanche, puisque, en vertu de la section 8 de l'article 1 de la Constitution des États-Unis, c'est le Congrès qui a compétence sur les questions de commerce international<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> L'opposition à KXL n'a pas fait l'unanimité chez les démocrates. Certains élus ont publiquement pris position en faveur du projet, notamment les sénateurs Mark Begich (Alaska), Mary Landrieu (Louisiane) et Mark Pryor (Arkansas). Ces trois sénateurs ont toutefois été battus au terme des élections de mi-mandat de 2014, ce qui a contribué à polariser davantage le débat autour de KXL en fonction des lignes partisans.

<sup>3</sup> Parfomak, Paul W., et al. « Keystone XL Pipeline Project: Key Issues », *Congressional Research Service*, rapport no R41668, 2 décembre 2013, p. 15. En ligne, <<http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41668.pdf>>.

La présente étude vise à situer la problématique de l'oléoduc KXL dans le cadre de la « relation spéciale » qu'entretiennent le Canada et les États-Unis. Bien que la relation commerciale entre les deux pays soit asymétrique, les rapports énergétiques canado-américains sont caractérisés par une interdépendance entre un grand producteur et un énorme consommateur. Il s'agit ici aussi de comprendre le rôle qu'a joué le Congrès dans le débat entourant le projet controversé de TransCanada. Nous verrons que plusieurs élus du Congrès ont cultivé de bien meilleurs rapports avec les représentants du gouvernement canadien que ne l'ont fait le président Obama et le premier ministre canadien Stephen Harper. À ce titre, l'exemple du sénateur républicain John Hoeven (Dakota du Nord) est à la fois frappant et éclairant pour comprendre le rôle du Congrès dans ce débat et la place qu'occupait le Canada dans la rhétorique des partisans de KXL. Enfin, nous concluons en évoquant les plus récentes initiatives de lutte contre les changements climatiques de l'administration Obama et l'horizon de l'élection présidentielle de 2016.

## I. CANADA-ÉTATS-UNIS : AMIS, ALLIÉS ET PARTENAIRES ÉNERGÉTIQUES

Favorisée par la proximité géographique entre les deux pays, la relation entre le Canada et les États-Unis s'est développée dès l'établissement des premières colonies européennes au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Au cours des années, de nombreux auteurs se sont intéressés à l'évolution de la relation entre les deux nations<sup>4</sup>. La plupart de ces travaux ont été écrits dans une perspective canadienne. Cela n'est guère surprenant car, ainsi que le rappelait en 2005 l'ancien premier ministre du Canada Joe Clark<sup>5</sup>, « le Canada est rarement présent à l'esprit de la majorité des Américains. Au mieux, le Canada fait partie du décor, comme la température, ou alors comme un son en coulisse, bien qu'il s'agisse du voisin immédiat et du plus important partenaire économique des États-Unis<sup>6</sup> ». La relation canado-américaine est asymétrique : alors que les Canadiens ont constamment le regard tourné vers leurs voisins du sud, ceux-ci, dans une large mesure, ne leur rendent pas cet intérêt. Cette situation, souvent perçue comme frustrante pour nombre de Canadiens, est le résultat inévitable du débalancement entre les deux pays en termes de puissance et d'influence.<sup>7</sup>

<sup>4</sup> Notamment, au cours des dernières décennies : Balthazar, Louis et Alfred O. Hero. *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal. Québec/Amérique, 1999; Behiels, Michael D. et Reginal C. Stuart (dirs.). *Transnationalism : Canada-United States History into the 21<sup>st</sup> Century*, Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2010; Ek, Carl et Ian F. Fergusson (dirs.). « Canada-US Relations », *Congressional Research Service*, rapport no 96-397, 2 janvier 2014. En ligne, <<https://www.fas.org/sgp/crs/row/96-397.pdf>>; Hale, Geoffrey. *So Near Yet So Far : The Public and Hidden Worlds of Canada-US Relations*, Vancouver : UBC Press, 2012; Mahant, Edelgard E. et Graeme S. Mount. *An Introduction to Canadian-American Relations*, Toronto: Methuen, 1984; Moens, Alexander et Nachum Gabler : *What Congress Thinks of Canada*, Vancouver : Fraser Institute, 2011; Molloy, Patricia. *Canada/US and Other Unfriendly Relations. Before and After 9/11*, New York : Palgrave Macmillan, 2012; Thomson, John Herd et Stephen J. Randall : *Canada and the United States: Ambivalent Allies*, Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2008.

<sup>5</sup> Les propos rapportés en français dans cet article ont été librement traduits de l'anglais par les auteurs.

<sup>6</sup> Joe Clark. « North American Institutions », *International Journal*, vol. 60, no 2, 2005, p. 465.

<sup>7</sup> Thompson et Randall, *op. cit.*, p. 2.

## LE BON VOISIN DU NORD

Ce désintérêt relatif des Américains à l'égard des questions canadiennes ne doit pas être interprété comme une marque d'hostilité, bien au contraire. La grande majorité des Américains sont favorablement disposés à l'égard de leurs voisins du nord, et ce, bien qu'ils aient du Canada une connaissance généralement parcellaire. De nombreux sondages viennent régulièrement montrer que le Canada est en tête des pays à l'égard desquels les Américains ont une opinion favorable (tableau 1).

**Tableau 1 : Pays bénéficiant d'une opinion très favorable de la part des Américains.**

Pays	Favorable (%)	Défavorable (%)
Canada	92	4
Royaume-Uni	90	6
France	82	12
Allemagne	81	13
Japon	80	15
Inde	71	21
Israël	70	24

Source : Loschky, Jay et Rebecca Riffkin. « Canada, Great Britain are Americans' Most Favored Nations », *Gallup*, 13 mars 2015. En ligne, <<http://www.gallup.com/poll/181961/canada-great-britain-americans-favored-nations.aspx>>. Consulté le 22 avril 2015.

Dans son étude portant sur les relations canado-américaines, Patricia Molloy suggère que cette bonne impression durable des Américains à l'égard du Canada est la conséquence d'un imaginaire national qui attribue aux Canadiens un caractère bienveillant<sup>8</sup>. Nombre de politiciens américains n'hésitent d'ailleurs pas, dans leurs discours, à évoquer la relation spéciale, voire l'amitié, qui unit les deux pays nord-américains<sup>9</sup>. C'est ainsi que plusieurs membres du Congrès américain, favorables à la construction de Keystone XL, ont mis de l'avant les avantages qu'il y a à travailler avec le Canada, un pays qui est à la fois un ami, un allié et un partenaire commercial fiable des États-Unis, en vue d'atteindre une plus grande sécurité énergétique.

<sup>8</sup> Molloy, *op. cit.*, p. 4.

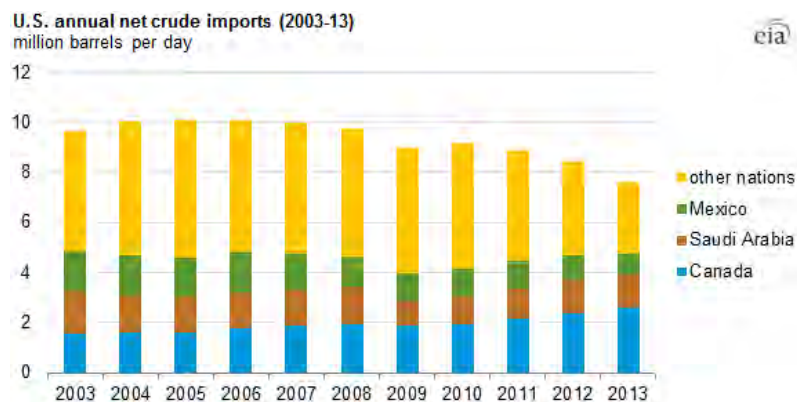
<sup>9</sup> Hale, *op. cit.*, p. 3; Thompson et Randall, *op. cit.*, p. 1.

## LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES CANADA-ÉTATS-UNIS

Le Canada et les États-Unis partagent la plus longue frontière internationale démilitarisée au monde. Ils entretiennent également la plus importante relation commerciale entre deux États<sup>10</sup> : pour l'année 2014, le montant total des échanges entre les deux pays s'est élevé à plus de 658 milliards de dollars américains<sup>11</sup>. Le secteur de l'énergie est une composante essentielle de ces rapports commerciaux canado-américains. Dans ce domaine, la relation entre le Canada et les États-Unis en est une d'interdépendance : d'un côté, les États-Unis dépendent du Canada pour assurer leur approvisionnement en pétrole; de l'autre, le Canada a besoin des États-Unis comme marché d'exportation, puisque c'est vers ce pays que sont envoyées 97 % de ses exportations en pétrole<sup>12</sup>.

Cinquième producteur mondial de pétrole, le Canada possède également la troisième réserve mondiale en importance de la ressource, après l'Arabie saoudite et le Venezuela. Les plus importantes réserves canadiennes de pétrole sont localisées dans la région des sables bitumineux, en Alberta. Le Canada est aussi le principal exportateur de pétrole brut vers les États-Unis, qui comptent sur leur voisin du nord pour assurer 21,5 % de leur approvisionnement<sup>13</sup>, soit davantage que les deux autres plus importants fournisseurs (le Mexique et l'Arabie saoudite) combinés. Les Américains importent un volume de plus en plus important de pétrole brut canadien : comme l'indiquent les données de la *U.S. Energy Information Administration* (EIA), au moment même où les importations de pétrole brut aux États-Unis sont en baisse depuis plusieurs années, la part relative et absolue du Canada dans ces importations a augmenté de manière importante au cours de cette même période (figure 2).

**Figure 2 : Importation de pétrole brut aux États-Unis par les principaux fournisseurs (2003-2013)**

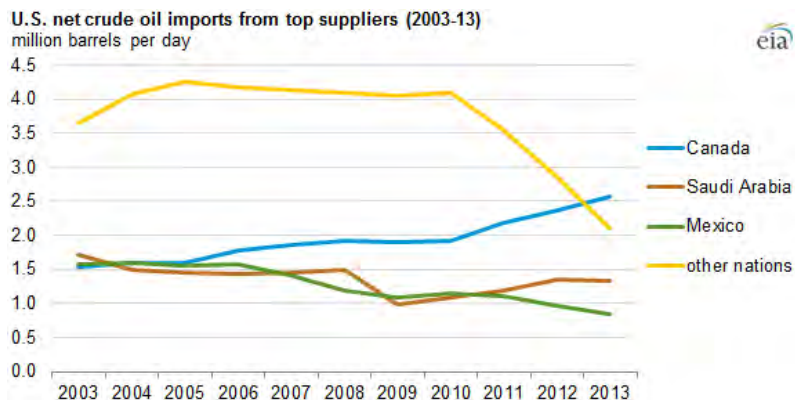


<sup>10</sup> Ek et Fergusson, *op. cit.*, p. 23.

<sup>11</sup> United States Census Bureau. « Foreign Trade – Trade in Goods with Canada » *Census.gov*. En ligne. <<https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c1220.html>>. Consulté le 22 avril 2015.

<sup>12</sup> Ce pourcentage pourrait diminuer au cours des prochaines années, alors que le Canada considère la possibilité de diversifier ses partenaires, notamment en se tournant vers les marchés émergents en Asie. Voir U.S. Energy Information Administration. « Canada », *EIA.gov*, 30 septembre 2014. En ligne, <<http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CA>>. Consulté le 22 avril 2015.

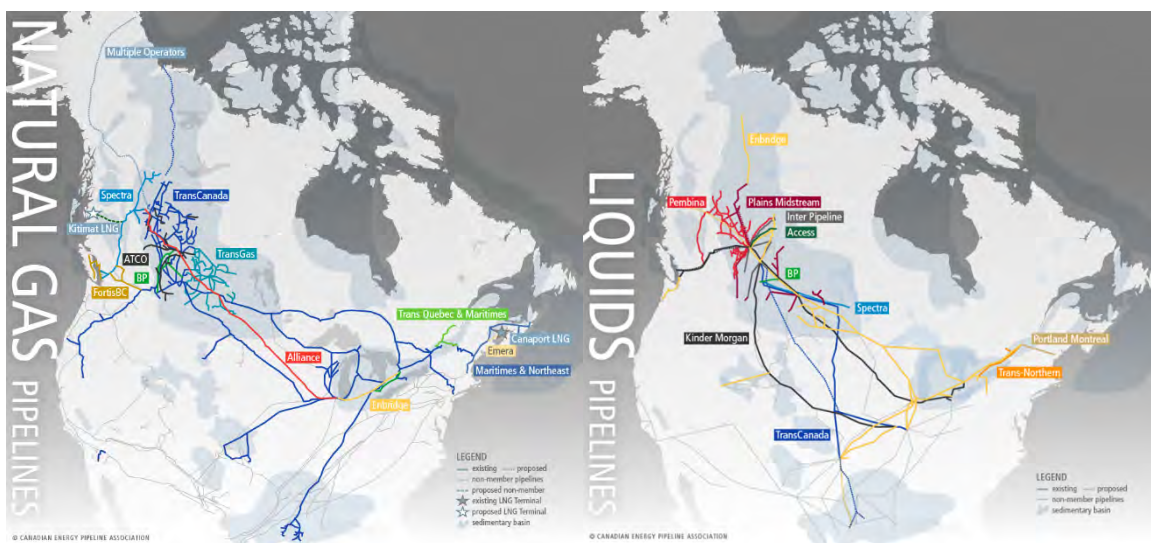
<sup>13</sup> Ek et Fergusson, *op. cit.*, p. 19, 54-57; Hale, *op. cit.*, p. 303.



Source : U.S. Energy Information Administration. « U.S. Crude Oil Imports Fall, But Share of Top Three Suppliers Highest in Four Decades », EIA.gov, 4 avril 2014. En ligne, <<http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=15711>>. Consulté le 22 avril 2015.

Le marché énergétique canado-américain est unique en terme d'intégration<sup>14</sup>. Le pétrole et le gaz naturel transitent massivement et librement d'un pays à l'autre grâce à un réseau conséquent d'oléoducs et de gazoducs (figure 3), auquel se serait greffé l'oléoduc Keystone XL si sa construction avait été approuvée.

Figure 3 : Réseaux canado-américains d'oléoducs et de gazoducs construits et projetés



Source : U.S. Energy Information Administration. « Canada », op. cit.

<sup>14</sup> Davis, Jerome D. « North American Oil and Natural Gas : Current Trends, Future Problems? », *International Journal*, vol. 60, no 2, 2005, p. 429-436.

## KEYSTONE XL ET LA « RELATION SPÉCIALE »

Projet pharaonique de TransCanada, Keystone XL prévoyait la construction d'un oléoduc d'une longueur de près de 1900 kilomètres reliant Hardisty en Alberta à Steele City au Nebraska. KXL aurait complété un réseau comprenant déjà l'oléoduc Keystone, qui amène le pétrole albertain d'Hardisty jusqu'en Oklahoma et en Illinois. Une fois terminé, KXL, dont le coût de construction était évalué à plus de huit milliards de dollars américains, aurait permis d'acheminer quotidiennement 830 000 barils de pétrole brut canadien, de même que du pétrole extrait dans la région de Bakken, située au Montana et au Dakota du Nord. Le projet initial de TransCanada, déposé en 2008, prévoyait la construction d'un oléoduc allant de l'Alberta jusqu'aux raffineries du golfe du Mexique. Devant le refus initial du Département d'État d'octroyer un permis présidentiel, la compagnie canadienne a choisi de fractionner son projet en deux (figure 4). Le *Gulf Coast Project* comprend la construction d'une ligne allant de Cushing (Oklahoma) à Port Arthur (Texas), tandis que KXL se limitait à la portion allant d'Hardisty à Steele City.

Figure 4 : Keystone et les projets Keystone XL et Gulf Coast



Source : Parfomak, et al., op. cit., p. 3.

Aux États-Unis, la construction d'un oléoduc ne requiert pas l'obtention d'un permis présidentiel, sauf lorsque le trajet proposé traverse une frontière internationale, comme c'était le cas avec KXL. C'est au Département d'État que revient alors la tâche d'accorder ou de refuser le permis, en basant sa décision sur la détermination de l'intérêt national des États-Unis<sup>15</sup>. Or, il n'existe pas de balises claires permettant d'établir ce qui constitue, au juste, l'intérêt national. Cette situation a créé un terreau fertile au développement d'un débat entre opposants et partisans de KXL, qui ont rivalisé afin de déterminer quel était l'intérêt national américain dans ce dossier. Les opposants au projet affirmèrent que la construction de l'oléoduc aurait des conséquences néfastes et durables sur le plan environnemental, particulièrement dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques. Ils invoquèrent également les risques d'accidents ou de fuites dans les zones où aurait été construit KXL. Plusieurs opposants mirent en doute les retombées positives de KXL sur le plan de la sécurité énergétique des États-Unis, et affirmèrent que le projet aurait profité essentiellement au Canada<sup>16</sup>. De leur côté, les partisans de KXL soutinrent que la construction de l'oléoduc aurait eu des retombées positives sur le plan de la création d'emplois et de la sécurité énergétique des États-Unis. En ce qui a trait aux risques et aux dangers, ils affirmèrent que le transport par oléoduc est plus sécuritaire que le transport par train. Finalement, plusieurs partisans de KXL évoquèrent la nécessité d'accroître la part du Canada dans les importations de pétrole brut, afin de diminuer la dépendance américaine envers le pétrole provenant de pays perçus comme instables et hostiles, notamment le Venezuela et certains pays du Moyen-Orient. Alors que l'administration Obama s'est montrée plutôt froide, voire hostile, envers le projet KXL, les partisans du projet au Congrès, principalement issus du Parti républicain, ont tenté de faire avancer la cause de TransCanada afin que la compagnie albertaine obtienne le permis présidentiel qui lui aurait permis de lancer ses travaux.

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>16</sup> Ce dernier argument a notamment été avancé par le président Barack Obama lui-même : Avila, Jim, Chris Good et Mary Bruce. « Obama Doubles Down on Immigration, Keystone Pipelines », *ABC News*, 14 novembre 2014. En ligne, <<http://abcnews.go.com/US/obama-doubles-immigration-keystone-pipeline/story?id=26905484>>. Consulté le 23 avril 2015.



## II. LE CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS ET LE PROJET KEYSTONE XL

À partir du moment où la compagnie TransCanada a déposé sa première demande pour obtenir un permis présidentiel en vue de la construction de KXL en septembre 2008, le projet d'oléoduc est devenu un symbole des difficultés ayant caractérisé les relations entre le Canada de Stephen Harper et les États-Unis de Barack Obama<sup>17</sup>. Selon Allen Gotlieb, l'ancien ambassadeur du Canada à Washington D.C., les rapports entre les deux pays ont été plus froids que jamais au cours des dernières décennies<sup>18</sup>. Davantage préoccupé par les enjeux environnementaux que son homologue d'Ottawa, le président Obama a été sans contredit le principal protagoniste de la « saga Keystone XL ». Au Canada, les grands médias ont eu les yeux rivés sur la Maison-Blanche dans leur couverture de ce dossier. Le 24 février 2015, Obama a opposé son veto présidentiel (seulement le troisième de sa présidence) à un projet de loi visant à approuver la construction de l'oléoduc adopté par les majorités républicaines de la Chambre des représentants et du Sénat<sup>19</sup>. Lors d'un vote tenu le 4 mars suivant, les républicains du Sénat n'ont pas réussi à réunir la majorité des deux tiers requise pour renverser le veto du président<sup>20</sup>. Celui-ci était conscient que les occasions d'influencer les politiques touchant les changements climatiques comme celle que lui offrait le dossier KXL étaient peu nombreuses et il comptait bien faire sa marque sur ces enjeux.<sup>21</sup>

### CAPITOL HILL ET L'OLÉODUC « EN SUSPENS »

Alors que l'occupant de la Maison-Blanche entretenait des rapports cordiaux, sans plus, avec le gouvernement de Stephen Harper, plusieurs représentants et sénateurs, surtout des républicains, ne tarissaient pas d'éloges pour leur voisin du nord et souhaitaient voir le projet de TransCanada approuvé. Cet appui à l'oléoduc KXL était non négligeable compte tenu du fait que le Congrès a, selon la section 8 de l'article 1 de la Constitution américaine, le pouvoir de « réguler le commerce avec les nations étrangères ». Les décrets présidentiels (*executive orders*) 11423 de 1964 et 13337 de 2004 stipulent que le Département

<sup>17</sup> Itkowitz, Colby. « U.S. Relations With This Country Are Chilled. And It's Not Israel », *The Washington Post*, 23 mars 2015. En ligne, <<http://www.washingtonpost.com/blogs/in-the-loop/wp/2015/03/23/u-s-relations-with-this-country-are-chilled-and-its-not-israel/>>. Consulté le 22 avril 2015; Simpson, Jeffrey. « Harper and Obama: Two Leaders, Two Mentalities », *The Globe and Mail*, 24 janvier 2015. En ligne, <<http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/two-different-leaders-two-different-mentalities/article22590751/>>. Consulté le 23 avril 2015.

<sup>18</sup> Panetta, Alexander. « Relations Between States and Canada “As Cool As I Ever Remember” Says Lauded Former Ambassador to U.S. » *National Post*, 26 février 2015. En ligne, <<http://news.nationalpost.com/news/canada/relations-between-states-and-canada-as-cool-as-i-ever-remember-says-lauded-former-ambassador-to-u-s->>. Consulté le 22 avril 2015.

<sup>19</sup> Schor, Elana. « President Obama vetoes Keystone bill; GOP plans override vote », *POLITICO*, 24 février 2015. En ligne, <<http://www.politico.com/story/2015/02/obama-vetoes-keystone-bill-115462.html>>. Consulté le 1 mars 2015.

<sup>20</sup> Seulement 62 sénateurs ont voté en faveur de la mesure visant à renverser le veto du président démocrate, alors que 37 ont voté contre. Voir Paformak, Paul W., et al. « Keystone Pipeline: Overview and Recent Developments », *Congressional Research Service*, rapport no R43787, 1<sup>er</sup> avril 2015, p. 9. En ligne, <<http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R43787.pdf>>.

<sup>21</sup> Lizza, Ryan. « The President and the Pipeline », *The New Yorker*, 16 septembre 2013. En ligne, <<http://www.newyorker.com/magazine/2013/09/16/the-president-and-the-pipeline>>. Consulté le 17 novembre 2014.

d'État américain doit déterminer si ce type d'infrastructure servirait l'« intérêt national »<sup>22</sup> du pays avant d'en rendre possible la construction<sup>23</sup>. Historiquement, la présidence s'est imposée sur les décisions liées aux projets d'infrastructures dédiées à l'importation ou à l'exportation de pétrole, de produits du pétrole, de charbon et d'autres sources d'énergie vers ou en provenance d'un autre pays. Néanmoins, cela ne veut pas dire que le Congrès n'est pas en mesure d'agir pour faire approuver un projet et c'est précisément ce que les législateurs ont tenté de faire à de nombreuses reprises à partir de 2008 dans le cas de KXL<sup>24</sup>. Outre le *Keystone XL Pipeline Approval Act*<sup>25</sup>, qui a été rejeté par le président en février 2015, le 112<sup>e</sup> Congrès avait, en décembre 2011, adopté le *Temporary Payroll Tax Cut Continuation Act of 2011*, qui comportait un amendement visant à contraindre le pouvoir exécutif à formuler une décision sur l'oléoduc KXL dans un délai de 60 jours<sup>26</sup>. Sous l'autorité de cette loi, le Département d'État avait rejeté la demande de permis initial de TransCanada le 18 janvier 2012, en soutenant que l'oléoduc ne servirait pas l'intérêt national du pays<sup>27</sup>. Cette décision avait amené la compagnie pétrolière à soumettre une nouvelle demande de permis, le 4 mai 2012, pour la portion de l'oléoduc qui traverserait la frontière canado-américaine afin de ne pas bloquer la construction de la portion sud du projet initial, qui ne requérait pas l'obtention d'un permis présidentiel. Malgré ces deux échecs essuyés par les partisans de l'oléoduc, plusieurs membres du Congrès ont continué de travailler en vue de convaincre le Département d'État d'approuver sa construction.

## LA « CANADIAN CONNECTION » DU CONGRÈS

Dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, les représentants et sénateurs des deux grands partis politiques américains ont généralement une vision assez positive du Canada. Selon Alexander Moens et Nachum Gabler, qui ont recueilli plus de 1800 commentaires de membres du Congrès en lien avec le Canada entre 2001 et 2010, 89 % des remarques des démocrates de la Chambre des représentants en lien avec l'énergie et l'environnement présentaient une image positive du Canada, comme 49 % des commentaires des

<sup>22</sup> U.S. State Department. « New Keystone XL Pipeline Application », *State.gov*. En ligne, < <http://keystonepipeline-xl.state.gov/>>. Consulté le 22 avril 2015.

<sup>23</sup> Vann, Adam, et al. « Proposed Keystone XL Pipeline: Legal Issues », *Congressional Research Service*, rapport no R42124, 23 janvier 2013, p. 4-5. En ligne, <<https://www.fas.org/sgp/crs/misc/R42124.pdf>>.

<sup>24</sup> Vann, et al., *op. cit.*, p.12. Voir p. 2 pour quelques exemples de ces projets de loi.

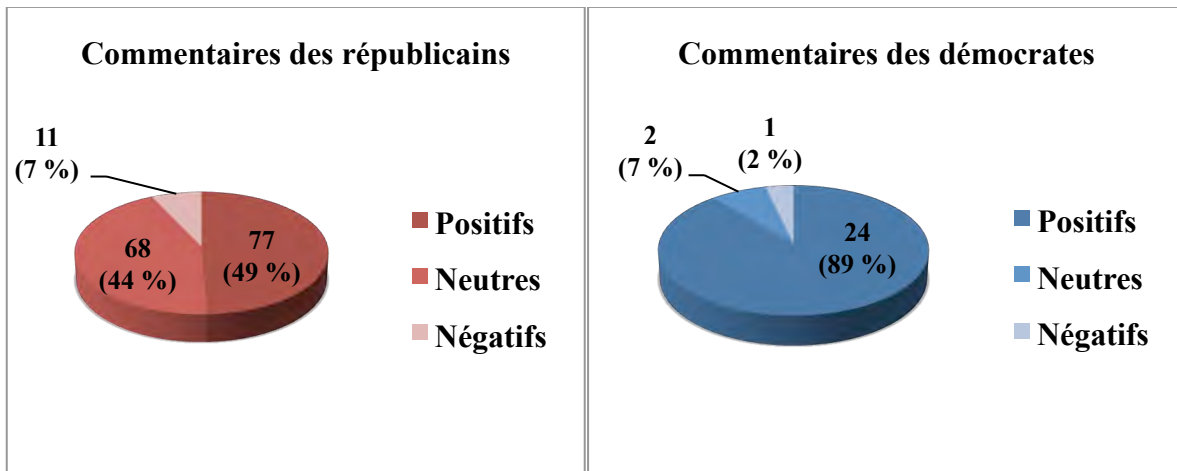
<sup>25</sup> U.S. Congress. « S.1 – 114<sup>th</sup> Congress (2015-2016): Keystone XL Pipeline Approval Act », *Congress.gov*. En ligne, <[https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1?q={%22search%22%3A\[%22john+hoeven%22\]}>](https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1?q={%22search%22%3A[%22john+hoeven%22]}>)>. Consulté le 22 avril 2015.

<sup>26</sup> U.S. Congress. « H.R. 3765 – 112<sup>th</sup> Congress (2011-2012): Temporary Pay Roll Tax Cut Continuation Act of 2011 », *Congress.gov*. En ligne, <[https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-bill/3765?q={%22search%22%3A\[%22Temporary+Payroll+Tax+Cut+Continuation+Act+of+2011%22\]}>](https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-bill/3765?q={%22search%22%3A[%22Temporary+Payroll+Tax+Cut+Continuation+Act+of+2011%22]}>)>. Consulté le 22 avril 2015.

<sup>27</sup> Vann, et al., *op. cit.*, p. 2.

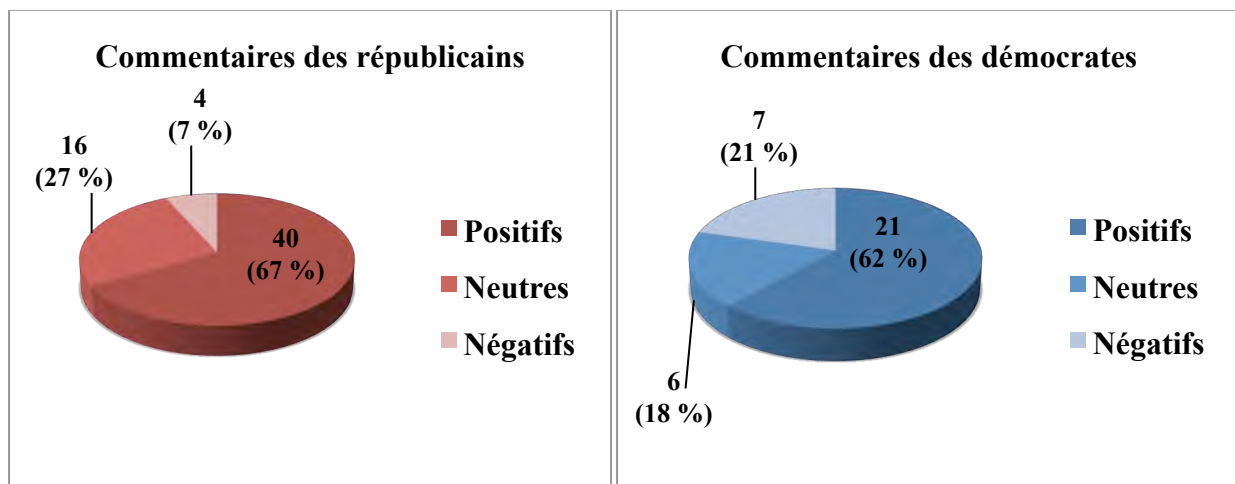
républicains (figure 5)<sup>28</sup>. Au Sénat, les remarques positives sur ces enjeux représentaient respectivement 62 % et 67 % des interventions démocrates et républicaines (figure 6)<sup>29</sup>.

Figure 5 : L'image du Canada dans les commentaires sur l'énergie et l'environnement  
Chambre des représentants (107<sup>e</sup> - 111<sup>e</sup> Congrès)



Source : Moens et Gabler, *op. cit.*, p. 12

Figure 6 : L'image du Canada dans les commentaires sur l'énergie et l'environnement  
Sénat (107<sup>e</sup> - 111<sup>e</sup> Congrès)



Source : Moens et Gabler, *op. cit.*, p.16

Chez la majorité des républicains du Congrès, et particulièrement au Sénat, il ne faisait aucun doute que KXL servirait l'intérêt national américain, puisqu'il assurerait un approvisionnement accru en pétrole brut aux États-Unis provenant de « l'ami et allié le plus fiable » du pays : le Canada. Alors que les partisans du projet

<sup>28</sup> Moens et Gabler, *op. cit.*, p. 12.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.16.

d'oléoduc avançaient souvent l'argument de la création d'emplois, dont la portée est locale<sup>30</sup>, des figures de proue républicaines de ce débat au sein de la chambre haute du Congrès évoquèrent la « relation spéciale » unissant les deux voisins pour avaliser le projet. Le leader de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell (Kentucky), la présidente de la Commission sénatoriale sur l'énergie et les ressources naturelles, Lisa Murkowski (Alaska), le président de la Commission sénatoriale sur le commerce, John Thune (Dakota du Sud), ainsi que les sénateurs John Cornyn (Texas) et John Barrasso (Wyoming), sont des républicains occupant des positions influentes qui ont vanté les mérites du Canada dans leur plaidoyer en faveur de l'oléoduc KXL.

Du côté du Parti démocrate, la porte-étendard du projet de TransCanada fut l'ancienne présidente de la Commission sénatoriale sur l'énergie et les ressources naturelles, Mary Landrieu (Louisiane). Or, celle-ci a vu son projet de loi visant à faire approuver la construction de l'oléoduc rejeté par le Sénat à la mi-novembre 2014, en plus d'être défaite au second tour de l'élection de mi-mandat en Louisiane par le représentant républicain Bill Cassidy, le 6 décembre 2014<sup>31</sup>. Avec le départ de Landrieu, pour qui le Canada est un « allié très fort » des États-Unis<sup>32</sup>, les partisans du projet d'oléoduc ont perdu une alliée importante à Washington D.C. Toutefois, le partenaire de Landrieu sur plusieurs initiatives législatives en faveur de KXL, et probablement l'élue le plus enthousiaste à l'égard de la relation entre le Canada et les États-Unis, siège toujours au Sénat. Le sénateur républicain John Hoeven (Dakota du Nord), qui a introduit le projet de loi pour lequel Barack Obama a opposé son veto en février 2015, s'est imposé comme le législateur le plus actif dans ce dossier. Sa stratégie s'articulait autour de l'idée que l'indépendance énergétique des États-Unis passait par une collaboration accrue avec le Canada et débutait par la construction de l'oléoduc KXL.

### JOHN HOEVEN ET LE CANADA : « OUR CLOSEST FRIEND AND ALLY »

Ancien gouverneur du Dakota du Nord (2000-2010), Hoeven a été élu au Sénat lors des élections de mi-mandat de novembre 2010, un peu plus de deux ans après le dépôt de la première demande de permis

<sup>30</sup> L'idée selon laquelle la mise en place de l'oléoduc Keystone XL serait un vecteur de création d'emplois pour les États du Midwest américain et du sud du pays est vivement contestée. Le président Obama, en 2013, affirmait que le projet ne créerait qu'environ 2 000 emplois temporaires et 50 à 100 emplois permanents. De son côté, TransCanada parle de 9 000 emplois « bien payés » pour la construction de la dernière portion de l'oléoduc entre Steele City (Nebraska) et Hardisty (Alberta), ainsi que d'environ 42 000 emplois pour l'ensemble du projet, incluant la portion de la côte du golfe du Mexique. Le nombre d'emplois pour l'ensemble du projet est presque le même que celui estimé par le Département d'État (42 100) dans son supplément final à son *Environment Impact Statement* de janvier 2014. Voir Parfomak, Paul W., et al., *op. cit.*, p. 27; TransCanada. « Job Creation », *Keystone XL Pipeline*, 2015. En ligne, <<http://keystone-xl.com/jobs-benefits/job-creation/>>. Consulté le 22 avril 2015; U.S. State Department Bureau of Oceans and International Environment and Scientific Affairs. « Executive Summary », *Final Supplemental Environment Impact Statement for the Keystone XL Project*, 2014, p. ES-18. En ligne, <<http://keystonepipeline-xl.state.gov/documents/organization/221135.pdf>>.

<sup>31</sup> Swanson, Ian. « How the Keystone Bill Died », *The Hill*, 21 novembre 2014. En ligne, <<http://thehill.com/policy/energy-environment/224962-landrieu-frantic-bid-to-save-keystone>>. Consulté le 21 novembre 2014; Sullivan, Sean. « Sen. Mary Landrieu Loses Runoff in Louisiana to Rep. Bill Cassidy », *The Washington Post*, 6 décembre 2014. En ligne, <[http://www.washingtonpost.com/politics/voters-in-louisiana-head-to-polls-on-runoff-day/2014/12/06/665328dc-7d79-11e4-9a27-6fdb6c12bfff\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/politics/voters-in-louisiana-head-to-polls-on-runoff-day/2014/12/06/665328dc-7d79-11e4-9a27-6fdb6c12bfff_story.html)>. Consulté le 24 avril 2015.

<sup>32</sup> United States Congress. *Congressional Record*. Proceedings and Debates of the 112<sup>th</sup> Congress, 12 septembre 2013, S6417.

présidentiel de TransCanada. Depuis son entrée en fonction en janvier 2011, il est membre de la Commission sénatoriale sur l'énergie et les ressources naturelles. Cette position clé pour débattre et légiférer sur les enjeux énergétiques lui a donné l'occasion de faire valoir l'importance du Canada pour la stratégie d'approvisionnement en énergie des États-Unis : « Je crois que nous avons tous conscience qu'afin de combler nos besoins en énergie, nous devons nous concentrer sur l'Amérique du Nord. Le Canada est un bon voisin. Il nous a fourni et continue de fournir les ressources énergétiques dont nous avons tant besoin <sup>33</sup> ». Hoeven envisage la sécurité énergétique des États-Unis dans une perspective nord-américaine et soutient que le pétrole en provenance du Canada est tout sauf « étranger » : « Dans une discussion portant sur la sécurité énergétique, n'oublions pas le Canada. Lorsque nous pensons à nos importations de pétrole, nous pensons généralement à du pétrole venu de pays lointains et inconnus. Or, ce n'est pas ainsi que je pense au Canada. 21 % de nos importations de pétrole viennent du Canada. Il s'agit de notre plus important fournisseur de pétrole, et de loin<sup>34</sup> ». Ce plaidoyer pour une approche intégrée de l'approvisionnement en énergie, et particulièrement en pétrole, du Canada et des États-Unis rejoint les officiels du gouvernement canadien, en qui le sénateur Hoeven a trouvé des alliés d'envergure pour militer en faveur du projet KXL.

## LE PARTENARIAT DOER-HOEVEN

En dehors du processus législatif, les membres du Congrès ont tenté d'influencer la politique étrangère américaine de nombreuses façons. L'une d'entre elles fut de cultiver des contacts avec des officiels de gouvernements étrangers<sup>35</sup>. C'est précisément ce que John Hoeven a fait avec l'ambassadeur canadien à Washington D.C., Gary Doer. Le 19 mars 2014, Hoeven et Doer sont apparus côte à côte lors d'une conférence de presse tenue à Bismarck, la capitale du Dakota du Nord<sup>36</sup>. Le sénateur républicain, qui revenait tout juste d'une mission diplomatique en Ukraine, en a profité pour évoquer la situation tendue en Europe de l'Est afin de démontrer la nécessité de resserrer le partenariat énergétique canado-américain :

L'Europe reçoit la moitié de son gaz naturel de la Russie, tandis que 30 % de ces importations passent par l'Ukraine au moment même où les Russes ont la main sur le robinet. Nous pouvons éviter une telle situation aux États-Unis, en renouvelant notre engagement en vue de développer une relation commerciale dynamique avec le Canada, notre plus grand ami et

<sup>33</sup> United States Congress, Senate, Committee on Energy and Natural Resources. *Small Nuclear Reactors and Alternative Fuels*, 112<sup>th</sup> Cong, 1<sup>st</sup> sess., 7 juin 2011.

<sup>34</sup> United States Congress, Senate, Committee on Energy and Natural Resources. *Energy and Oil Markets Outlook*, 112<sup>th</sup> Cong, 1<sup>st</sup> sess., 3 février 2011.

<sup>35</sup> Gagnon, Frédéric. « Le Congrès ». *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs et formulation*, 3<sup>e</sup> édition entièrement remaniée, sous la dir. de Charles-Philippe David, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 435-441; Carter, Ralph G. et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*, Durham : Duke University Press, 2009, p.14.

<sup>36</sup> Smith, Nick. « Hoeven, Canadian Envoy Push for Keystone XL Oil Pipeline: Energy News », *Bismarck Tribune*, 19 mars 2014. En ligne, <[http://bismarcktribune.com/bakken/hoeven-canadian-envoy-push-for-keystone-xl-oil-pipeline/article\\_ea6033ae-af93-11e3-b3d8-001a4bcf887a.html](http://bismarcktribune.com/bakken/hoeven-canadian-envoy-push-for-keystone-xl-oil-pipeline/article_ea6033ae-af93-11e3-b3d8-001a4bcf887a.html)>. Consulté le 25 avril 2015.

allié, et notre plus important partenaire commercial. Nos deux pays bénéficient d'un partenariat commercial robuste, tant sur le plan économique que sur le celui de la sécurité nationale<sup>37</sup>.

En janvier 2015, accompagnés du sénateur démocrate Joe Manchin (Virginie-Occidentale), Hoeven et l'ambassadeur Doer ont organisé une opération médiatique pour défendre un projet de loi introduit par les deux sénateurs qui visait l'approbation de l'oléoduc de TransCanada<sup>38</sup>. Quelques semaines après cette conférence de presse, le 16 février, un train transportant du pétrole brut en provenance de la région de Bakken a déraillé dans le comté de Kanawha (Virginie-Occidentale), provoquant un déversement de pétrole dans la rivière du même nom<sup>39</sup>. Cet évènement, qui n'est pas sans rappeler la tragédie de Lac-Mégantic de juillet 2013, a amené le sénateur Manchin à réclamer une réglementation plus stricte pour le transport ferroviaire de matières dangereuses, en plus de présenter l'oléoduc Keystone XL comme l'une des principales alternatives pour réduire les risques que ce type d'incidents ne se reproduisent : « Une solution envisageable afin de réduire le trafic ferroviaire serait la construction de l'oléoduc controversé Keystone XL. Cet oléoduc long de 1179 miles<sup>40</sup> permettra de transporter quotidiennement jusqu'à 830 000 barils de pétrole à travers de nombreux États <sup>41</sup> ». L'argument selon lequel le transport de pétrole par oléoducs serait plus sécuritaire que celui par train a fréquemment été évoqué dans le débat entourant le projet d'oléoduc de TransCanada<sup>42</sup>.

<sup>37</sup> Anonyme, « Hoeven, Doer Stress Importance of U.S.-Canadian Energy, Trade Partnership », *United States Senator John Hoeven for North Dakota*, 19 mars 2014. En ligne, <<http://www.hoeven.senate.gov/public/index.cfm/2014/3/hoeven-doer-stress-importance-of-u-s-canadian-energy-trade-partnership>>. Consulté le 25 avril 2015.

<sup>38</sup> Anonyme, « Hoeven, Manchin Host Canada's Ambassador to the United States to Highlight Good Environmental Stewardship in Oil Sands », *United States Senator John Hoeven for North Dakota*, 22 janvier 2015. En ligne, <<http://www.hoeven.senate.gov/public/index.cfm/2015/1/hoeven-manchin-host-canada-s-ambassador-to-the-united-states-to-highlight-good-environmental-stewardship-in-oil-sands>>. Consulté le 25 avril 2015.

<sup>39</sup> Heyman, Dan et Richard Pérez-Peña. « Spilled Oil Keeps Flames Burning After a Train Derailment in West Virginia », *The New York Times*, 17 février 2015. En ligne, <<http://www.nytimes.com/2015/02/18/us/west-virginia-train-derailment-dumps-oil-into-river.html>>. Consulté le 26 avril 2015.

<sup>40</sup> 1897 kilomètres

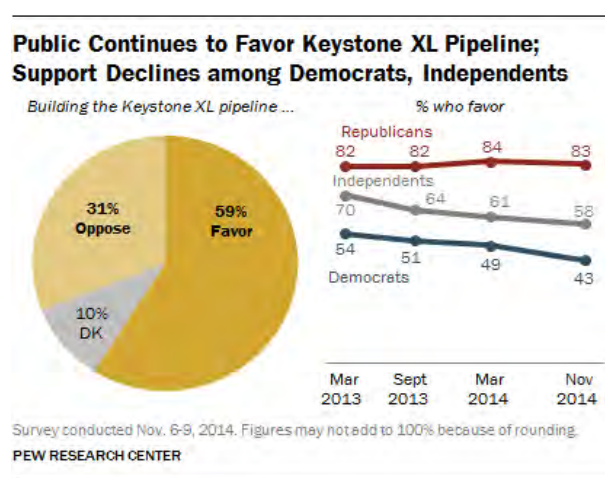
<sup>41</sup> Anonyme, « Manchin: We've Got to Make It Safer Register Herald », *United States Senator Joe Manchin for West Virginia*, 3 mars 2015. En ligne, <<http://www.manchin.senate.gov/public/index.cfm/2015/3/manchin-we-ve-got-to-make-it-safer-register-herald>>. Consulté le 25 avril 2015.

<sup>42</sup> Selon Kenneth P. Green du *Fraser Institute*, le transport de pétrole par oléoduc est plus sécuritaire que le transport ferroviaire, qui est plus sécuritaire que le transport par camions. Green, Kenneth P. « New Brunswick Derailment Highlights: Rail vs Pipeline Tradeoffs ». *Fraser Institute – The Quarterly*, 2014, p. 14-15. Bien que ce rapport de recherche n'ait pas pour but de déterminer quel mode de transport est le plus sécuritaire, voici quelques documents produits par les gouvernements américains et canadiens qui offrent des perspectives instructives sur ces questions : Conférences des ministres de l'Énergie et des Mines. *La sûreté et la sécurité des pipelines au Canada : rapport aux ministres*, 2014, 96 p. En ligne, <[https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/www/pdf/publications/emmc/14-0177\\_Pipeline%20Safety\\_fr.pdf](https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/www/pdf/publications/emmc/14-0177_Pipeline%20Safety_fr.pdf)>. Consulté le 25 avril 2015; Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources. *Moving Energy Safely: A Study of the Safe Transport of Hydrocarbons by Pipelines, Tankers and Railcars in Canada*, 2013, 45 p. En ligne, <<http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/411/enev/rep/rep12aug13-e.pdf>>. Consulté le 25 avril 2015; Parfomak, Paul W. « Keeping America's Pipelines Safe and Secure: Key Issues for Congress », *Congressional Research Service*, rapport no R41536, 9 janvier 2013, 34 p. En ligne, <<https://fas.org/sgp/crs/homesecc/R41536.pdf>>. Consulté le 25 avril 2015; Frittelli, John, et. al. « U.S. Rail Transportation of Crude Oil: Background and Issues for Congress », *Congressional Research Service*, rapport no R43390, 4 décembre 2014, 25 p. En ligne, <<https://fas.org/sgp/crs/misc/R43390.pdf>>. Consulté le 25 avril 2015.

## LA « RHÉTORIQUE ENVIRONNEMENTALISTE » DU SÉNATEUR HOEVEN

Le projet KXL a fait face à une forte opposition de la part des groupes environnementalistes et des citoyens qui dénonçaient les risques pour l'environnement ainsi que les problèmes engendrés par le tracé de l'oléoduc, comme ce fut le cas au Nebraska<sup>43</sup>. En janvier 2015, le *Pew Research Center* publiait les résultats d'un sondage selon lequel 71 % de la population américaine considérait que leur pays devait tout faire pour protéger l'environnement<sup>44</sup>. Néanmoins, selon le même sondage, une majorité d'Américains (59 %) étaient en faveur de la construction de l'oléoduc Keystone XL<sup>45</sup>.

**Figure 7 : Keystone XL et l'opinion publique américaine**  
Sondage du 6 au 9 novembre 2014



Source : Pew Research Center, *op. cit.*

Dans son plaidoyer en faveur de Keystone XL, John Hoeven a à plusieurs reprises tenté de répondre aux préoccupations environnementales de la population américaine en avançant des arguments plus ou moins rigoureux. Tout d'abord, il a vanté les mérites de la « gestion environnementale » du pétrole des sables bitumineux au nord de la frontière canado-américaine :

Le Canada, qui s'est engagé à exploiter le pétrole des sables bitumineux en faisant preuve de responsabilité sur le plan environnemental, a déjà accompli beaucoup en ce sens. [...] Des compagnies [américaines] comme Exxon et Shell travaillent avec des compagnies canadiennes afin de développer de nouvelles technologies qui réduisent les émissions de gaz

<sup>43</sup> Goldenberg, Suzanne. « Nebraska Court Approves Controversial Keystone XL Pipeline Route », *The Guardian*, 9 janvier 2015. En ligne, <<http://www.theguardian.com/environment/2015/jan/09/keystone-xl-pipeline-nebraska-supreme-court>>. Consulté le 26 avril 2015. Pour un compte rendu détaillé de l'opposition au projet appuyé d'enquêtes sur le terrain auprès des activistes citoyens et environnementalistes qui se mobilisent contre Keystone XL, voir Avery, Samuel et Bill McKibben. *The Pipeline and The Paradigm: Keystone XL, Tar Sands, and the Battle to Defuse the Carbon Bomb*, Washington D.C. : Ruka Press, 2013.

<sup>44</sup> Pew Research Center. « How Americans view the top energy and environmental issues? », *Pew Research Center – Non-partisan, nonadvocacy public opinion polling and demographic research*, 15 janvier 2015. En ligne, <<http://www.pewresearch.org/key-data-points/environment-energy-2/>>. Consulté le 26 avril 2015

<sup>45</sup> Les chiffres en fonction de l'affiliation partisane des répondants indiquent que ce sont les républicains (83 %) et les indépendants (58 %) qui sont majoritairement en faveur du projet, alors que 41 % des démocrates sont « pro-Keystone ».

à effet de serre tout en augmentant la production afin d'aider le Canada et les États-Unis à maintenir une économie forte et à assurer leur sécurité énergétique dans un monde de plus en plus instable<sup>46</sup>.

Pour Hoeven, non seulement le Canada a fait preuve d'une bonne gestion environnementale dans l'exploitation de sa ressource, mais le meilleur scénario pour la protection de l'environnement serait que ce pétrole albertain soit raffiné aux États-Unis plutôt qu'ailleurs. Derrière cette « rhétorique environnementaliste » se cachait la menace que, sans KXL, le pétrole brut canadien serait exporté vers un pays rival : la Chine. Selon Hoeven, il ne faisait aucun doute que c'est ce qui se produirait si le Département d'État rejetait la seconde demande de permis de TransCanada : « Je suis convaincu que si nous ne construisons pas l'oléoduc, le pétrole sera expédié en Chine. C'est l'évidence même<sup>47</sup> ». La visite du premier ministre Stephen Harper en Chine au début février de 2012 était, de l'avis de Hoeven, un signe indéniable que cette possibilité était au cœur de la stratégie énergétique canadienne : « [Stephen Harper] participe à une mission commerciale en Chine. Or, qu'est-ce qui est en haut de sa liste? La vente à la Chine de pétrole canadien<sup>48</sup> ». Les conséquences environnementales d'une telle éventualité auraient été non négligeables selon le sénateur, qui soutenait que les raffineries chinoises produisent plus d'émissions de gaz à effet de serre que celles installées aux États-Unis<sup>49</sup> et que le transport de cette ressource par pétroliers engendrerait une pollution additionnelle, qui pourrait être évitée par la construction de KXL : « Le pétrole sera envoyé en Chine, ce qui aura des conséquences néfastes sur le plan environnemental. La construction de Keystone XL serait même un bienfait, puisque nous n'aurions plus besoin de faire venir notre pétrole par bateau de pays lointains<sup>50</sup> ».

Hoeven a abordé ce scénario inquiétant pour les États-Unis en l'inscrivant dans une dynamique géopolitique plus large qui pourrait mener soit à l'émancipation de la dépendance américaine envers le pétrole du Moyen-Orient, soit à pousser l'« ami canadien » dans les bras de la Chine :

Notre choix est clair : doit-on aller de l'avant afin de recevoir plus de pétrole du Canada, notre plus grand ami et partenaire commercial, ou alors disons-nous « non » aux Canadiens afin que ceux-ci envoient leur pétrole en Chine ? Allons-nous faire le choix qui nous permettra de réduire notre dépendance au pétrole du Moyen-Orient et de réduire le prix de l'essence pour les consommateurs américains ? Et que dire de la sécurité nationale ? Préférez-vous dépendre du pétrole du Moyen Orient ou du Canada ? Préférez-vous avoir du pétrole produit

<sup>46</sup> Anonyme, « Hoeven, Manchin Host Canada's Ambassador [...] », *op. cit.*

<sup>47</sup> United States Congress. *Congressional Record*. Proceedings and Debates of the 112<sup>th</sup> Congress, 8 mars 2012, S1516.

<sup>48</sup> United States Congress. *Congressional Record*. Proceedings and Debates of the 112<sup>th</sup> Congress, 6 février 2012, S366.

<sup>49</sup> Anonyme, « Hoeven: The Time Has Come to Act and Approve the Keystone XL Pipeline », *United States Senator John Hoeven for North Dakota*, 31 janvier 2013. En ligne, <<http://www.hoeven.senate.gov/public/index.cfm/2013/1/hoeven-the-time-has-come-to-act-and-approve-the-keystone-xl-pipeline>>. Consulté le 26 avril 2015.

<sup>50</sup> United States Congress. *Congressional Record*. Proceedings and Debates of the 112<sup>th</sup> Congress, 30 janvier 2012, S165.



ici, au Dakota du Nord, au Montana et au Canada, ou préférez-vous le faire venir du Moyen-Orient<sup>51</sup> ?

L'argument de la « gestion environnementale » (*environmental stewardship*) a donc été instrumentalisé dans la rhétorique de Hoeven, d'abord pour maintenir et approfondir la relation énergétique privilégiée avec le Canada par le biais de la construction de KXL, ensuite pour éviter de favoriser une puissance rivale avide d'énergie comme la Chine, et finalement afin d'émanciper les États-Unis de l'approvisionnement en pétrole d'une région instable comme le Moyen-Orient.

### **N'OUBLIONS PAS CAPITOL HILL...**

John Hoeven a proposé une réponse au Département d'État qui cherchait à déterminer si le projet d'oléoduc Keystone XL servait ou non l'intérêt national américain. Pour le sénateur du Dakota du Nord, il ne faisait aucun doute que le projet d'oléoduc remplissait cet objectif, puisqu'il représentait un pas vers l'atteinte de l'indépendance énergétique de l'Amérique du Nord<sup>52</sup>. Selon Hoeven, cette indépendance n'était possible qu'à travers une plus grande collaboration avec « l'allié et l'ami le plus fiable » des États-Unis. C'est précisément ce que l'oléoduc Keystone XL aurait permis de réaliser selon lui.

Dans le dossier KXL, l'attention médiatique au Canada et dans le reste du monde s'est portée sur la Maison-Blanche. Or, il ne faudrait pas oublier le rôle joué par *Capitol Hill*. Après tout, c'est le Congrès qui a poussé le Département d'État et le président Obama à agir sur le dossier de l'oléoduc en adoptant deux projets de loi, en décembre 2011 et en février 2015. Le rejet de la première demande de permis, au début de l'année 2012, et le veto présidentiel du 24 février 2015 ont été des réponses de l'administration Obama à un Congrès qui s'est montré déterminé à recourir à son pouvoir législatif pour forcer la main du président.

L'action du Congrès et de ses membres dans le dossier KXL a dépassé le cadre de l'institution. Des sénateurs et des représentants se sont prononcés en faveur du projet en insistant sur le fait qu'ils entretenaient de bien meilleurs rapports avec les officiels du gouvernement canadien que Barack Obama. À leur tête, le sénateur républicain du Dakota du Nord a fait du partenariat canado-américain la pièce maîtresse de son argumentaire visant à réaffirmer le pouvoir du Congrès de réguler les échanges des États-Unis avec d'autres pays. De plus, il a renchéri sur la relation d'amitié unissant les États-Unis et le Canada pour expliquer que

<sup>51</sup> United States Congress. *Congressional Record*. 8 mars 2012, S1516.

<sup>52</sup> Cette idée est loin de faire l'unanimité, puisque les opposants au projet d'oléoduc et le président Obama ont soutenu que Keystone XL transporterait du pétrole brut qui ne serait pas destiné au marché américain, mais plutôt à l'exportation après son raffinage dans la région du Golfe du Mexique. Voir Kessler, Glenn. « Obama's Claim that Keystone XL Crude Would Go "Everywhere Else" but the United States », *The Washington Post*, 20 novembre 2014. En ligne, <<http://www.washingtonpost.com/blogs/fact-checker/wp/2014/11/20/obamas-claim-that-keystone-crude-would-go-everywhere-else-but-the-united-states/>>. Consulté le 26 avril 2015.

l'oléoduc KXL servirait l'intérêt national de son pays en permettant une plus grande intégration énergétique à l'échelle nord-américaine.

Le sénateur Hoeven a été directement impliqué dans l'adoption de l'amendement ayant forcé le Département d'État à agir en 2012, en plus d'avoir été le principal parrain du *Keystone XL Pipeline Approval Act* de 2015. Son action au Sénat et ses interventions publiques sur cet enjeu nous rappellent que les élus du Congrès sont des acteurs clés dans de nombreux dossiers commerciaux et énergétiques qui peuvent avoir des conséquences importantes pour le Québec et le Canada. Les sénateurs et représentants, en étant à l'affût des inquiétudes et des aspirations de leur électorat, peuvent arriver à cadrer le débat sur des enjeux à ramifications locales et internationales comme le dossier KXL. Leur pouvoir de proposer des lois façonne les politiques commerciales et énergétiques du pays, en plus de pousser le président à prendre position et à agir sur des enjeux chauds qu'il préfère laisser de côté. Ces élus peuvent parfois même arriver à influencer l'opinion publique en faveur ou défaveur de tels projets. Ils sont donc des interlocuteurs incontournables pour les autres pays et entreprises étrangères qui, par le biais des lobbyistes et des groupes d'intérêts omniprésents à Washington D.C., tentent de les informer et de les influencer sur les dossiers qui leur sont chers.

## CONCLUSION

Le débat politique vivement polarisé autour de Keystone XL a mis en lumière les bonnes relations énergétiques entre les États-Unis et le Canada, mais aussi les heurts qui marquent les rapports diplomatiques entre ces deux pays. Le contentieux autour de cet oléoduc rappelle le rôle crucial que peut parfois jouer le Congrès sur des dossiers de commerce international et de politique étrangère. Vu d'une perspective canadienne, l'analyse de l'action de la législature fédérale américaine, et surtout de quelques élus comme le sénateur républicain John Hoeven, paraît incontournable, considérant les attitudes positives des membres du Congrès à l'égard du Canada sur les enjeux énergétiques et environnementaux.

## LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LE PLAN D'OBAMA ET PARIS 2015

Le président Obama compte bien laisser un héritage aux Américains en ce qui a trait à la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Depuis 2014, le 44<sup>e</sup> président des États-Unis a proposé plusieurs initiatives en ce sens. Par exemple, en juin 2014, la Maison-Blanche a annoncé l'adoption

du *Clean Power Plan*, qui vise à réduire de 30 % les émissions de carbone dans les centrales énergétiques aux États-Unis d'ici 2030<sup>53</sup>. De plus, le 12 novembre 2014, de passage à Pékin, Obama a annoncé avec son homologue chinois, Xi Jinping, un accord entre leur pays qui amènera la Chine à imposer un plafond pour ses émissions de carbone en plus d'accroître la part d'énergies non fossiles à 20 % dans son portefeuille énergétique d'ici 2030<sup>54</sup>. Pour les Américains, cet accord prévoit une réduction des émissions de carbone à hauteur de 26 à 28 % par rapport au niveau de 2005 d'ici 2025<sup>55</sup>. En préparation du sommet sur le climat des Nations Unies de Paris (COP 21) de décembre 2015, Obama a réaffirmé le 31 mars 2015, sa volonté d'atteindre cet objectif de 28 %.<sup>56</sup>

L'accord signé à Paris le 13 décembre 2015 par 195 pays représente une victoire pour l'administration Obama, qui a appris de ses propres erreurs. Contrairement à l'accord que le président démocrate souhaitait obtenir à Copenhague en 2009, cette entente ne contient pas de cibles contraignantes de réduction des gaz à effet de serre et sera mise en place de manière volontaire par les signataires qui devront se réunir à chaque cinq ans pour faire part de leurs progrès.<sup>57</sup> Après avoir suscité l'émoi en annonçant que l'accord négocié à Paris ne serait pas contraignant au plan légal à la mi-novembre 2015<sup>58</sup>, le secrétaire d'État John Kerry a rassuré les autres pays présents à la table de négociation en affirmant durant la COP 21 que quelques aspects de l'accord seraient contraignants (ex. nécessité de rendre compte des progrès de réduction), mais que les limites de réduction allaient être établies de manière volontaire.<sup>59</sup>

De plus, tout indique que l'administration Obama ne sera pas obligée de soumettre l'accord de Paris au Sénat pour ratification. Rappelons que les traités internationaux signés par l'exécutif doivent être ratifiés par le Sénat avec une majorité des deux tiers. Un président faisant face à un Sénat au sein duquel le parti adverse est majoritaire, comme c'est le cas pour Barack Obama, se trouve donc dans une situation précaire s'il souhaite voir un traité de réduction des émissions de gaz à effet de serre être ratifié par 67 sénateurs, dont de nombreux républicains hostiles aux politiques de lutte contre les changements climatiques. Compte tenu que l'accord de Paris ne comprend pas de cibles contraignantes, l'administration Obama pourra le

<sup>53</sup> The White House. « Climate Change and President Obama's Action Plan », *Whitehouse.gov.*, 2015. En ligne, <<https://www.whitehouse.gov/climate-change>>. Consulté le 26 avril 2015.

<sup>54</sup> Nakamura, David et Steven Mufson. « China, U.S. Agree to Limit Greenhouse Gases », *The Washington Post*, 12 novembre 2014. En ligne, <[http://www.washingtonpost.com/business/economy/china-us-agree-to-limit-greenhouse-gases/2014/11/11/9c768504-69e6-11e4-9fb4-a622dae742a2\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/business/economy/china-us-agree-to-limit-greenhouse-gases/2014/11/11/9c768504-69e6-11e4-9fb4-a622dae742a2_story.html)>. Consulté le 26 avril 2015.

<sup>55</sup> *Idem*.

<sup>56</sup> Harvey, Fiona et Suzanne Goldenberg. « US Pledges Emissions Cuts of up to 28% Ahead of Global Climate Treaty », *The Guardian*, 31 mars 2015. En ligne, <<http://www.theguardian.com/environment/2015/mar/31/us-set-to-propose-emissions-cuts-of-28-ahead-of-global-climate-treaty>>. Consulté le 26 avril 2015.

<sup>57</sup> Davenport, Coral. « Nations Approve Landmark Climate Accord in Paris », *The New York Times*, 13 décembre 2015. En ligne, <[http://www.nytimes.com/2015/12/13/world/europe/climate-change-accord-paris.html?ref=us&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2015/12/13/world/europe/climate-change-accord-paris.html?ref=us&_r=0)>. Consulté le 13 décembre 2015.

<sup>58</sup> Neslen, Arthur et Damian Carrington. « Paris climate deal must be legally binding, EU tells John Kerry », *The Guardian*, 12 novembre 2015. En ligne, <<http://www.theguardian.com/environment/2015/nov/12/paris-climate-deal-must-be-legally-binding-eu-tells-john-kerry>>. Consulté le 16 novembre 2015.

<sup>59</sup> McMahon, Jeff. « John Kerry Calls for Climate Agreement With 'Legally Binding Transparency System' », *Forbes*, 9 décembre 2015. En ligne, <<http://www.forbes.com/sites/jeffmcmahon/2015/12/09/john-kerry-cop-21-paris-climate-conference-legally-binding-agreement/>>. Consulté le 13 décembre 2015.

signer en tant qu'« accord en forme simplifiée » (*executive agreement*) et éviter ainsi le processus de ratification long, acrimonieux et incertain auquel aurait été soumis un traité. Un président peut emprunter un tel raccourci puisque ce type d'ententes internationales ne doit pas recevoir l'aval du Sénat.<sup>60</sup> Ainsi, Obama ne se retrouvera pas dans la même situation que son prédécesseur démocrate Bill Clinton, qui avait dû renoncer à soumettre au Sénat pour ratification le protocole de Kyoto de 1997 anticipant qu'il serait rejeté par la Chambre haute à majorité républicaine.<sup>61</sup> L'intention de donner à ce nouvel accord multilatéral de réduction des gaz à effet de serre la forme d'un accord en forme simplifiée a été confirmée par des sources au sein de l'administration Obama.<sup>62</sup>

Pour entrer en vigueur, l'accord de Paris devra être ratifié par un minimum de 55 pays signataires qui représentent au moins 55% des émissions à l'échelle planétaire.<sup>63</sup> Ce processus sera lancé en avril 2016 et les pays auront jusqu'en avril 2017 pour officialiser leur adhésion à l'accord.<sup>64</sup> Le président Obama pourra donc éviter de voir l'une des pièces maîtresses de son héritage dans la lutte contre les changements climatiques rejetée par un Sénat à majorité républicaine dont les figures de proues Mitch McConnell et Jim Inhofe (Oklahoma), le président de la commission sur l'environnement et les travaux publics, ont vivement critiqué l'accord suite à sa signature à la mi-décembre 2015.<sup>65</sup>

## EN ROUTE VERS 2016

Ces développements de la stratégie de lutte contre les changements climatiques des États-Unis auront sans doute un impact sur les relations énergétiques canado-américaines. Les résultats de l'élection fédérale canadienne du 19 octobre 2015 vont sans doute eux-aussi influencer ces rapports. Le successeur de Stephen Harper, le libéral Justin Trudeau, compte bien réviser la politique en matière de lutte contre les changements climatiques du gouvernement précédent et jouer un rôle important lors de la conférence de Paris<sup>66</sup>. L'arrivée de Trudeau au 24 Sussex marquera sans doute un changement dans les rapports avec les États-Unis.

<sup>60</sup> Tout comme ses prédécesseurs, Obama a eu tendance à recourir à ce type d'accords internationaux pour éviter les aléas du processus de ratification d'un traité. Voir Peake, Jeffrey S., Glen S. Krutz et Tyler Hughes. « President Obama, the Senate, and the Polarized Politics of Treaty Making », *Social Science Quarterly*, vol. 93, no 5, 2012, p. 1295-1315.

<sup>61</sup> Plumer, Brad. « Past Climate Treaties Have Failed. Here's Why the Paris Deal is Different », Vox, 14 décembre 2015. En ligne, <<http://www.vox.com/2015/12/14/10105422/paris-climate-deal-history>>. Consulté le 14 décembre 2015.

<sup>62</sup> Sutter, John D. et Joshua Berlinger. « COP21: Obama praises Paris Climate change agreement », CNN, 14 décembre 2015. En ligne, <<http://www.cnn.com/2015/12/12/world/global-climate-change-conference-vote/>>. Consulté le 14 décembre 2015.

<sup>63</sup> Freking, Kevin. « Obama optimism over climate pact tempered by GOP opposition », *The Boston Globe*, 14 décembre 2015. En ligne, <<http://www.bostonglobe.com/news/nation/2015/12/13/obama-optimism-over-climate-pact-tempered-gop-opposition/K6IH7on7trZUt2D6gdnoO/story.html>>. Consulté le 14 décembre 2015.

<sup>64</sup> Sutter et Berlinger, *op. cit.*

<sup>65</sup> Goldenberg, Suzanne. « How US negotiators ensured landmark Paris climate deal was Republican-proof », *The Guardian*, 13 décembre 2015. En ligne, <<http://www.theguardian.com/us-news/2015/dec/13/climate-change-paris-deal-cop21-obama-administration-congress-republicans-environment>>. Consulté le 14 décembre 2015; Davenport, *op. cit.*

<sup>66</sup> Bondy, Matthew. « Justin Trudeau is Putting the 'Liberal' Back In 'Canadian Foreign Policy' », *Foreign Policy*, 21 octobre 2015. En ligne, <<http://foreignpolicy.com/2015/10/21/justin-trudeau-liberal-canadian-foreign-policy-syria-climate-change/>>. Consulté le 22 octobre 2015.

Toutefois, sa décision d'aviser le président Obama de la fin des frappes aériennes canadiennes en Syrie moins de vingt-quatre heures après son élection, laisse croire que, bien qu'il compte rompre avec les politiques de son prédécesseur, il envisage garder une certaine autonomie vis-à-vis Washington<sup>67</sup>. Quant à la décision de rejeter la demande de permis de TransCanada annoncée par l'administration Obama le 6 novembre 2015, on pourrait spéculer qu'elle n'affectera que très peu les rapports énergétiques canado-américain, même si le premier ministre Trudeau appuyait le projet. Lors de cette annonce, le président américain a d'ailleurs souligné que les deux pays allaient mettre à profit leur « amitié » sur plusieurs autres enjeux afin que l'issue de la saga KXL ne soit pas perçue comme un signe d'une tension dans cette relation bilatérale<sup>68</sup>.

Au sud de la frontière, les Américains seront amenés à élire le ou la successeur(e) de Barack Obama en novembre 2016. La prochaine personne qui occupera le Bureau ovale pourrait amorcer une nouvelle dynamique dans les relations avec le Canada, surtout suite au changement de garde survenu à Ottawa le 19 octobre dernier. Ce changement de *leadership* pourrait aussi avoir des conséquences pour les relations énergétiques entre les deux pays. Chez les républicains, plusieurs candidats n'ont pas ouvertement reconnu la responsabilité humaine dans les changements climatiques, comme le neurochirurgien à la retraite Ben Carson et le sénateur de la Floride Marco Rubio. D'autres, comme le milliardaire de l'immobilier Donald Trump, la nient tout simplement. Contrairement à Obama, ces candidats républicains sont favorables à l'exploitation du pétrole des sables bitumeux canadiens. Marco Rubio a même annoncé qu'il reviendrait sur la décision du président démocrate et approuverait la construction de KXL s'il remporte l'investiture républicaine et est élu à la Maison-Blanche<sup>69</sup>. Chez les démocrates, la grande favorite pour remporter l'investiture démocrate, l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, a salué la décision du président. Rappelons qu'elle s'était prononcée contre le projet d'oléoduc en septembre 2015, après avoir fait languir les grands médias américains et internationaux pendant plus d'un an<sup>70</sup>. Hillary Clinton promet de faire de la lutte contre les changements climatiques l'une des ses priorités si elle accède à la présidence. Elle s'est notamment engagée à stimuler le développement des « énergies propres » et à défendre les réductions de

<sup>67</sup> Bellavance, Joël-Denis et Hugo De Grandpré. « Trudeau à Obama: les frappes contre l'EI cesseront », *La Presse*, 20 octobre 2015. En ligne, <<http://www.lapresse.ca/actualites/elections-federales/2015/10/20/01-4911978-trudeau-a-obama-les-frappes-contre-lei-cesseront.php>>. Consulté le 22 octobre 2015.

<sup>68</sup> Office of the Press Secretary. « Statement by President on the Keystone XL Pipeline », *The White House*, 6 novembre 2015. En ligne, <<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/11/06/statement-president-keystone-xl-pipeline>>. Consulté le 16 novembre 2015.

<sup>69</sup> « Marco Slams President Obama's 'Huge Mistake' on Keystone », *MarcoRubio.com*, 6 novembre 2015. En ligne, <<https://marcorubio.com/news/marco-rubio-obama-keystone-pipeline-decision/>>. Consulté le 16 novembre 2015.

<sup>70</sup> Cama, Timothy. « Clinton comes out against Keystone XL », *The Hill*, 22 septembre 2015. En ligne, <<http://thehill.com/policy/energy-environment/254553-clinton-comes-out-against-keystone-xl>>. Consulté le 22 octobre 2015; Foran, Clare. « Hillary Clinton Won't Talk About Keystone. And Greens Are OK With That », *National Journal*, 24 février 2015. En ligne, <<http://www.nationaljournal.com/energy/hillary-clinton-won-t-talk-about-keystone-and-greens-are-ok-with-that-20150224>>. Consulté le 26 avril 2015.

gaz à effets de serre imposées aux centrales énergétiques par l'administration Obama<sup>71</sup>. Elle promet aussi de réduire la consommation de pétrole aux États-Unis et à travers le monde. Reste à voir quelles politiques seraient mises en place pour atteindre cet objectif ambitieux et quel serait leur impact sur la relation énergétique canado-américaine<sup>72</sup>.

---

<sup>71</sup> Foran, Clare. « Where the Candidates Stand On Climate Change », *National Journal*, septembre 2015. En ligne, <<http://whetheystand.nationaljournal.com/app/#/issues/Climate%20Change>>. Consulté le 16 novembre 2015.

<sup>72</sup> « Making America the clean energy superpower of the 21st century », *HillaryClinton.com*, 26 juillet 2015. En ligne, <<https://www.hillaryclinton.com/issues/climate/>>. Consulté le 16 novembre 2015.

## LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1 : Keystone XL – phases complétées et projetées	8
Tableau 1 : Pays bénéficiant d’une opinion très favorable de la part des Américains	10
Figure 2 : Importation de pétrole brut aux États-Unis par les principaux fournisseurs (2003-2013)	11-12
Figure 3 : Réseaux canado-américains d’oléoducs et de gazoducs construits et projetés	12
Figure 4 : Keystone et les projets Keystone XL et Gulf Coast	13
Figure 5 : L’image du Canada dans les commentaires sur l’énergie et l’environnement, Chambre des représentants (107 <sup>e</sup> - 111 <sup>e</sup> Congrès)	17
Figure 6 : L’image du Canada dans les commentaires sur l’énergie et l’environnement, Sénat (107 <sup>e</sup> - 111 <sup>e</sup> Congrès)	17
Figure 7 : Keystone XL et l’opinion publique américaine	21





## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Avery, Samuel et Bill McKibben. *The Pipeline and The Paradigm: Keystone XL, Tar Sands, and the Battle to Defuse the Carbon Bomb*, Washington D.C. : Ruka Press, 2013, 240 p.

Carter, Ralph G. et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*, Durham : Duke University Press, 2009, 312 p.

Ek, Carl et Ian F. Fergusson (dirs.). « Canada-US Relations », *Congressional Research Service*, Rapport no 96-397, 2 janvier 2014. En ligne, <<https://www.fas.org/sgp/crs/row/96-397.pdf>>. Consulté le 25 avril 2015.

Gagnon, Frédérick. « Le Congrès », *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs et formulation*, 3<sup>e</sup> édition entièrement remaniée, sous la dir. de Charles-Philippe David, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 413-462.

Lizza, Ryan. « The President and the Pipeline », *The New Yorker*, 16 septembre 2013. En ligne, <<http://www.newyorker.com/magazine/2013/09/16/the-president-and-the-pipeline>>. Consulté le 17 novembre 2014.

Moens, Alexander et Nachum Gabler: *What Congress Thinks of Canada*, Vancouver, Fraser Institute, 2011, 64 p.

Molloy, Patricia. *Canada/US and Other Unfriendly Relations: Before and After 9/11*, New York : Palgrave Macmillan, 2012, 204 p.

Paformak, Paul W., et al. « Keystone Pipeline: Overview and Recent Developments » *Congressional Research Service*, rapport no R43787, 1<sup>er</sup> avril 2015. En ligne, <<http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R43787.pdf>>. Consulté le 22 avril 2015.

Parfomak, Paul W., et al. « Keystone XL Pipeline Project: Key Issues », *Congressional Research Service*, rapport no R41668, 2 décembre 2013. En ligne, <<http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41668.pdf>>. Consulté le 25 avril 2015.

U.S. State Department Bureau of Oceans and International Environment and Scientific Affairs. « Executive Summary », *Final Supplemental Environment Impact Statement for the Keystone XL Project*, 2014. En ligne, <<http://keystonepipeline-xl.state.gov/documents/organization/221135.pdf>>. Consulté le 22 avril 2015.

Vann, Adam, et al. « Proposed Keystone XL Pipeline: Legal Issues », *Congressional Research Service*, rapport no R42124, 23 janvier 2013. En ligne, <<https://www.fas.org/sgp/crs/misc/R42124.pdf>>. Consulté le 22 avril 2015.

La Chaire Raoul-Dandurand est une structure de développement, de formation et de diffusion de la recherche. Elle constitue une interface entre le monde scientifique et le grand public dans le domaine des études stratégiques et diplomatiques.

Les Études de la Chaire Raoul-Dandurand sont évaluées par un comité de lecture. Les opinions exprimées dans ces Études n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Édition : Élisabeth Vallet  
Révision : Céline Comtois  
Conception graphique et mise en page : Isabelle Mégré

© **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM**  
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-922844-67-2  
Décembre 2015



